



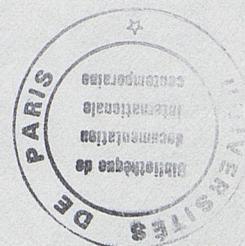
FRENTE FARABUNDO MARTI PARA LA
LIBERACION NACIONAL
FRENTE DEMOCRATICO REVOLUCIONARIO
El Salvador, Centro América



: BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION DE LA REPRESENTATION DU FDR-FMLN
No. 4 Paris, juillet 1989

SOMMAIRE

- . Editorial
- . Les assassins de Jürg Weis, par Antonio Canas
- . Madeleine Lagadec a été exécutée ...
- . Proposition politique du FMLN du 29 mai 1989
- . Communiqué du FMLN au peuple salvadorien du 2 juin 1989
- . Communiqué du FMLN du 15 juin 1989
- . Réunion des ministres du Bureau de Coordination du Mouvement des Pays Non-Alignés
- . Au-dessus du volcan, par Legs McNeil
- . Nouvelles brèves



Pour tout renseignement auprès du FMLN, s'adresser à :
Esmeralda CARDENAS - tél. 33 1 46 71 12 90

Soutien à l'édition du bulletin :
CCP 1720992 Z

40P. 13315

EDITORIAL

Le 1er juin dernier a vu l'accession au pouvoir d'Alfredo Cristiani, membre de l'oligarchie salvadorienne et dirigeant du parti d'extrême-droite ARENA, responsable du bain de sang qu'a connu le Salvador, notamment de 1980 à 1983. (1)

Son accession à la Présidence de la République survient après que l'Administration Reagan ait multiplié ses efforts, tout au long de huit années de mandat, pour consolider et renforcer le gouvernement dirigé par José Napoleon Duarte et le Parti Démocrate-Chrétien. Le Département d'Etat souhaitait un gouvernement centriste qui isolerait l'extrême-droite et l'extrême-gauche, se doterait d'une base sociale solide et éliminerait la guérilla ou, au pire, réduirait sa présence à quelques poches marginales du pays.

Jusqu'en 1979, les Etats-Unis prenaient appui sur les militaires et l'oligarchie pour gouverner le pays tandis que ceux-ci s'appuyaient sur les Etats-Unis. Après la chute, en juillet 1979, de la dictature de la famille Somoza au Nicaragua, autre important allié de Washington en Amérique Centrale, et en raison de la grave crise politique intérieure que connaissait le Salvador, les Etats-Unis jugèrent que les choses devaient changer. Cela les conduisit au pacte avec la Démocratie-Chrétienne et le Haut Commandement des forces armées, dont l'objectif était de continuer à contrôler le pays sur la base d'une alliance nouvelle. Pour l'administration américaine, il a toujours été clair que l'alliance avec la Démocratie-Chrétienne pouvait se rompre sans mettre en danger la stabilité du régime, cette dernière dépendant des forces armées et non du pouvoir civil. Les changements imposés au Salvador devaient permettre aux Etats-Unis de continuer à contrôler l'Amérique Centrale, région considérée par eux comme leur "arrière-cour".

Le 10 mars 1983, s'adressant au peuple des Etats-Unis, Ronald Reagan disait au sujet de la situation au Salvador : " Les pays d'Amérique Centrale font partie de nos plus proches voisins. Le Salvador, par exemple, est plus près du Texas que le Texas du Massachusetts. L'Amérique Centrale est tout bonnement très proche et les questions stratégiques sont trop importantes pour fermer les yeux sur le danger que représenterait l'arrivée au pouvoir de gouvernements liés idéologiquement et militairement à l'Union Soviétique ". Il poursuivait en ajoutant : " Permettez-moi de vous dire combien l'Amérique Centrale est importante. Au sud, il y a le canal de Panama. La moitié du commerce extérieur des Etats-Unis passe par ce canal, ou par d'autres routes maritimes caribéennes, qu'il s'agisse d'importations ou d'exportations. Au nord, il y a le Mexique, un pays qui dispose d'un énorme potentiel humain et matériel et avec lequel nous avons 1.800 miles de frontière paisible ! Entre le Mexique et le canal, se trouve l'Amérique Centrale ... "

Pour soutenir la Démocratie-Chrétienne et l'armée salvadorienne, les Etats-Unis utilisèrent différents moyens. Pour mener à bien leur projet, ils ne se contentèrent pas de déclarations ou d'un appui diplomatique. Ils utilisèrent surtout l'aide économique et militaire dont on peut affirmer, sans crainte d'exagérer, que, eu égard à la petitesse du territoire salvadorien, elle représente un effort réellement colossal.

En huit ans, 56 % de l'aide à l'Amérique Centrale ont été donnés au plus petit pays latino-américain, et ce n'est là qu'un indice illustrant l'ampleur de l'engagement de Washington pendant cette période. Aujourd'hui cependant, en juin 1989, l'Administration Bush s'appuie à nouveau sur l'ancien schéma politique (armée plus oligarchie)

comme si rien ne s'était passé ou n'avait été fait. Nous n'ignorons pas qu'elle tente d'attirer d'autres forces autour de ces piliers du pouvoir, mais l'échec de la Démocratie-Chrétienne est trop riche d'enseignements pour que ces forces aient envie de se lancer dans cette aventure.

Tant que les Etats-Unis ne changeront pas de politique, il sera difficile de parvenir à la paix en Amérique Centrale. Ceci ne signifie pas que l'intervention des Etats-Unis soit le seul facteur pouvant expliquer la problématique salvadorienne et centre-américaine, mais on ne peut comprendre cette dernière sans s'y référer. L'origine du conflit est essentiellement nationale, bien sûr. Cependant, on ne peut penser le régler sans tenir compte des principaux facteurs de pouvoir qui interviennent. De la même manière que le FMLN reconnaît avec réalisme que les Etats-Unis constituent un facteur déterminant dans le cours des événements, Washington doit comprendre une fois pour toutes, sur la base des faits mêmes, que le FMLN dispose d'une implantation nationale et constitue un facteur de pouvoir qui ne peut être ignoré si ce qu'on souhaite est bien la construction d'une démocratie réelle, l'instauration de réformes économiques et la recherche d'une paix juste pour le Salvador et l'ensemble de l'Amérique Centrale.

Dans le nouveau contexte international, les Etats-Unis doivent faire preuve de réalisme et de pragmatisme - signes des temps actuels - tandis qu'ils peuvent constater au bout de huit ans, la vanité et l'échec de leur politique dans une Amérique Centrale où les peuples refusent d'être traités comme ceux de "l'arrière-cour" et aspirent à entrer dans le XXIème siècle en disposant pleinement de leur droit à dire oui ou à dire non en tant que nations libres et indépendantes de toute intervention extérieure, de leur droit à vivre en paix, de leur droit au développement.

- (1) Mgr Arturo Rivera y Damas, Archevêque de San Salvador, adoptant une attitude des plus dignes, n'a pas assisté aux cérémonies marquant l'accession à la Présidence d'Alfredo Cristiani. Il a fait savoir qu'il ne voulait pas légitimer par sa présence les responsables de l'assassinat de Mgr Romero.

LES ASSASSINS DE JURG WEIS

par Antonio Canas - Revue "Estudios Centroamericanos", Janvier/Février 1989

C'est le 22 août 1988 que Jürg Weis, théologien suisse, a été capturé, torturé et assassiné dans une zone rurale du Salvador. Membre du Secrétariat pour l'Amérique Centrale de Zurich, Jürg Weis, qui était mondialement connu pour son action en faveur de la défense des droits de l'homme, n'est pas le premier étranger victime de l'armée gouvernementale salvadorienne. L'assassinat à l'hôtel Sheraton des conseillers nord-américains pour la Réforme Agraire, celui des religieuses américaines torturées elles aussi par la Garde Nationale, la mort des quatre journalistes hollandais à Chalatenango en 1982 qui, selon la version officielle du COPREFA *, auraient été tués lors d'un combat contre la guérilla, tous ces crimes sont amplement connus.

Mais, entre les cas que nous venons d'énumérer et celui de Jürg Weis, il existe une différence qui donne à ce dernier assassinat une autre dimension et éclaire de façon différente les véritables structures du processus de démocratisation que le Salvador est censé connaître depuis 1980. En effet, l'enquête sur les circonstances de la mort du prêtre n'a pas été menée uniquement par le gouvernement salvadorien. En raison des interventions diplomatiques et protocolaires suisses, une délégation non gouvernementale diligente et de très haute compétence éthique, juridique et légale, ayant le soutien du Parlement européen, a pu participer à l'enquête.

Le rapport élaboré par la délégation décrit non seulement avec minutie l'assassinat de Jürg Weis mais dévoile aussi les complicités existant dans les hautes sphères de l'armée et du gouvernement ainsi que les rouages de la répression et du terrorisme d'état : il met à nu la nature profonde de la "professionnalisation" acquise par les forces armées durant ces années de guerre.

La solidité et la contondance de ce rapport et de ce qu'il implique sont fondées sur la nature incontournable et scientifique des faits et des arguments recueillis ainsi que sur la manière dont il est structuré.

En premier lieu, il y a contradiction entre la version officielle qui affirme que Weis est mort dans l'affrontement avec la Police Nationale. Le rapport prouve clairement que la victime n'est pas morte au combat mais qu'elle a été torturée et assassinée. Deuxièmement, le rapport montre les contradictions existant dans les dépositions des policiers ayant soi-disant pris part au combat, et entre ces témoignages et les déclarations que le Haut commandement militaire a faites à la délégation. Ces contradictions, sans parler des résultats de l'autopsie, infirment donc la thèse de la mort au combat. Le rapport insiste sur les preuves qui témoignent des tergiversations du Haut commandement et de la couverture des faits concernant les circonstances de l'assassinat du prêtre. Enfin, il souligne les indices qui laissent fortement supposer que Jürg Weis a été assassiné par ordre supérieur.

Une fois vérifiées les preuves de la participation des policiers au crime, il est nécessaire de s'interroger sur les motifs des militaires. Plusieurs arguments peuvent être avancés. Les chefs militaires ont d'abord sous-estimé la possibilité et les capacités des méthodes d'investigation scientifique criminologique. Ils se sont donc fourvoyés en soutenant un mensonge contre des évidences absolues. Mais, au surplus, le Haut commandement s'est trouvé face à un choix difficile : accepter la responsabilité du crime, ce qu'il ne pouvait évidemment pas faire, ou au contraire admettre que le Haut commandement ainsi que le COPREFA, responsables tous deux de la version officielle, avaient été trompés par des versions de subalternes qui n'avaient pas été vérifiées. Cependant, cette dernière hypothèse donnerait

une triste image de l'indiscipline et du manque de contrôle des militaires, ce qui impliquerait la responsabilité sous une autre forme du Haut commandement de l'armée de terre, à savoir le maintien des mécanismes d'information et d'exécution favorisant et permettant le crime et la terreur.

Les preuves abondent en ce qui concerne les procédés irresponsables des mécanismes d'information du Commandement de l'armée de terre. Elles sont d'ailleurs admises par les autorités comme des éléments privilégiés de la guerre psychologique contre-insurrectionnelle. Dans de nombreux cas, non seulement le COPREFA rend responsable la guérilla des crimes commis par ses unités mais encore en invente pour ruiner la réputation et la légitimité de la lutte de son adversaire. Rien que pour l'année 1988, le Bureau de Tutelle légale de l'Archevêché a mis en lumière au moins 11 cas qualifiés de désinformation des forces armées. Eu égard au cas de Jürg Weis, le chef du COPREFA, le Colonel Galileo Torres, a confirmé à la délégation que l'on avait disposé les armes censées appartenir à Weis et à ceux qui l'accompagnaient aux côtés des cadavres pour "des motifs de propagande". e

Cependant, le rapport aligne une quantité de données qui révèlent non seulement la culpabilité directe du Haut commandement des forces armées mais aussi tout un *modus operandi* et une structure interne de l'armée que les crimes passés n'avaient pas encore révélés et mis en lumière. En effet, en plus des preuves de l'enquête et des contradictions des responsables militaires, il faut ajouter que Weis était suivi et surveillé de près par des unités spéciales de l'armée de terre. Cette circonstance, en particulier à propos d'un étranger, exigeait des ordres supérieurs explicites ; sa torture et son assassinat ont pu difficilement être imputés à l'initiative de cadres inférieurs.

Le rapport révèle la participation et la volonté de masquer le crime des services d'intelligence (S2) et d'opération (S3) de l'armée de terre. Le plus étonnant n'est pas que le S2 ait dirigé la prise en filière de Weis ou que le S3 l'ait torturé et assassiné, mais le fait que ces instances aient opéré sous les ordres directs de l'Etat-major avec une autonomie totale par rapport aux structures hiérarchiques traditionnelles de l'armée de terre, notamment dans les cas dits spéciaux. A ce sujet, le rapport de la délégation signale le rôle du Major Chavez, membre du S3 chargé du détachement militaire n° 2 de Sensuntepeque, sous la responsabilité duquel se trouvait la patrouille qui a assassiné Weis. Ce Major fut chargé de conduire et surveiller l'entrevue accordée à la délégation avec les membres de la patrouille suspectée du crime, ce qui laissa le colonel Herrarte, responsable du détachement, jouer le rôle de subalterne. Le rapport souligne que le rôle du major fut de sauver à tout propos les incohérences des membres de la patrouille, de corriger leurs contradictions en orientant et devançant les réponses difficiles ou épineuses et de maintenir de façon générale une certaine logique entre la version officielle et les affirmations des entrevues. Le rapport signale encore, à propos du traitement du Colonel Herrarte, que "Chavez non seulement fut l'intermédiaire de l'interview mais encore qu'il paraissait détenir une autorité plus importante, n'hésitant pas à interrompre le Colonel Herrarte, à le corriger, abstraction faite du protocole militaire, lui donnant quasiment des instructions". Un militaire de rang inférieur pourrait difficilement se dispenser du protocole de soumission à un supérieur s'il n'y était habitué, ce qui indique une nouvelle structure de pouvoir à l'intérieur de l'armée de terre. Ceci évoque davantage le rôle d'un commissaire politique à l'intérieur de la structure militaire des forces armées soviétiques ou celui de la Gestapo dans les armées du Reich.

Le rapport cite explicitement cette nouvelle structure politico-militaire de l'armée de terre, admettant la participation des services secrets dans l'assassinat de Jürg Weis agissant pour leur propre compte, c'est-à-dire sans l'avis des modérés fidèles au régime, Blandon et le ministre Vides Casanova, qui seraient en perte de vitesse : "il est probable que, au sein de cette double structure militaire, les représentants de la ligne dure aient été responsables du délit". Il faut rappeler à ce sujet le massacre de 10 paysans à San Sebastian, dans le département de San Vicente, un mois après l'assassinat de Weis, massacre perpétré par un bataillon sous les ordres d'un autre major, Beltran Granados, membre lui aussi du S3, selon les informations recueillies auprès du Chef d'Etat-major de l'époque, le Général Blandon. Le COPREFA se comporta de la même façon en donnant une version officielle des faits qu'il dut corriger deux puis trois fois afin de la rendre pour le moins compatible avec la réalité des faits.

On ne peut et on ne doit pas négliger ces éléments du jugement qui montrent les résultats concrets et les orientations de la professionnalisation et de la spécialisation élevée des cadres de l'armée grâce à l'entraînement militaire dispensé par les Etats-Unis. La délégation a la certitude que le Major Chavez a été entraîné dans ce pays et qu'il y a acquis la compétence nécessaire pour que ses supérieurs lui confient "la fausse reconstitution des faits et la surveillance de l'entrevue" durant laquelle on essaya de tromper la délégation. Cette spécialisation et cette répartition des rôles de la part de l'armée de terre et des organismes de sécurité contrastent fortement avec l'inefficacité et le retard qui caractérisent les instruments du barreau et de police de l'appareil judiciaire, si vivement critiqués par tous les organismes humanitaires les plus crédibles. De fait, les tristes résultats et les révélations de l'enquête de la délégation mettent en évidence ce que signifierait pour le pays un système judiciaire viable et efficace en lieu et place de la médiocrité ordinaire dont souffre l'appareil judiciaire. Le développement des instruments et des méthodes employés par les services spéciaux de l'armée de terre est incompatible avec le développement d'un véritable système judiciaire : la survie d'un état contre-insurrectionnel et répressif est l'enjeu de cette contradiction.

Cette croissance non contrôlée de l'armée de terre en termes quantitatifs et qualitatifs affecte le développement d'un appareil judiciaire mais soumet de plus à ses intérêts les différents domaines du pouvoir civil. Ceci est évident en ce qui concerne la dépendance du Ministère de l'Intérieur et des instances du barreau de Ilobasco, juridiction à laquelle incombait la reconnaissance légale de la mort de Weis. Le rapport est très clair sur les irrégularités commises lors des démarches de Weis pour obtenir une prolongation de visa "où un personnage de grande influence aurait exercé des pressions dans ce sens alors que Weis n'aurait pas été suffisamment interrogé comme c'est l'habitude dans ce cas". Considérant la légèreté de certaines déclarations faites à la délégation par l'ex-chef de l'Etat-major comme par exemple le fait que "les services secrets auraient perdu la trace de Weis", le rapport conclut en toute logique que Weis était surveillé par les instances spéciales de l'armée de terre et que pour pouvoir suivre ses déplacements, éventuellement inconnus, on est intervenu auprès du bureau de l'Immigration "afin d'éviter qu'un employé un peu zélé lui cause des problèmes ou lui refuse la prolongation du visa". Ces façons d'agir de l'armée de terre indiquent combien le ministère de l'Intérieur lui est soumis.

La délégation s'interroge aussi sur les raisons qui ont poussé le médecin légiste et le juge de paix à fournir une version éloignée de la vérité, en particulier sur les blessures au front de Weis qui, comme l'a démontré l'Institut de Médecine Légale de Bâle, sont dues aux tortures ou à des violences post mortem, pratiques typiques des escadrons de la mort. Selon les autorités de Ilobasco, ces blessures

auraient été causées "par des animaux de proie ou des bandes de chiens errants, attirés par l'odeur du sang des blessures à la tête, et qui par la suite auraient dévoré le cerveau du mort". Cette version est en contradiction avec celle de l'armée de terre, qui au début reconnaissait l'existence de blessures par balles à la tête subies par Weis lors du soi-disant combat, et affirmait que la défiguration du visage était l'oeuvre de la guerilla qui voulait empêcher l'identification d'un étranger entré dans ses rangs.

Indépendamment des explications données par l'armée de terre ou celles des pouvoirs civils, l'enquête réalisée par l'Institut de Médecine Légale de Bâle est formelle: aucune lésion par balle n'a été décelée à la tête ou sur le visage de Weis. Mais il est facile d'imaginer pourquoi les fonctionnaires civils ont écarté toute responsabilité humaine dans la défiguration de Weis ; ils savaient que toute enquête conduirait directement aux unités de l'armée et non à la guerilla. Le rapport reconnaît qu' "il est de notoriété publique que la défiguration des visages est une pratique fréquente des unités spéciales des corps de sécurité salvadoriens et des escadrons de la mort".

Enfin, il convient de souligner la responsabilité indirecte des gouvernements démocratiques dans la poursuite de la terreur de la part du gouvernement et de l'armée du Salvador. Le Secrétariat pour l'Amérique Centrale à Zurich a déclaré qu'une délégation serait envoyée au Salvador, étant donné que les autorités suisses n'ont exprimé aucun doute quant à la version de l'armée salvadorienne. Au Salvador, la délégation fut informée que la destruction du visage et du cerveau de Weis pourrait être due à une arme de gros calibre. Nicolas Ricconti, employé à l'ambassade américaine à San Salvador a soutenu la même version. Le ministère des Relations Extérieures de RFA a repris cette même version en réponse à une question du Parlement.

La conduite observée par ces gouvernements suppose l'existence d'un gouvernement démocratique au Salvador, ou du moins d'un processus irréversible vers la démocratie, qu'il est nécessaire de soutenir financièrement, politiquement et diplomatiquement afin qu'il se consolide. Les faits, les attitudes, les structures existantes que le rapport sur l'assassinat de Jürg Weis a mis à nu, sont autant d'éléments pour examiner sérieusement si la coopération de ces gouvernements a contribué réellement au renforcement de la démocratie ou si elle a aidé à embellir les apparences et à perfectionner l'efficacité de l'armée de terre qui réprime et terrorise le peuple du Salvador et les étrangers qui en sont solidaires.

* COPREFA = Commission de presse des forces armées

MADELEINE LAGADEC A ETE EXECUTEE AFFIRME LA FAMILLE DE LA JEUNE INFIRMIERE DECEDEE AU SALVADOR

Brest, France, 1er juin 1989 (AFP) - L'infirmière française décédée au Salvador le 15 avril dernier a été sommairement exécutée par l'armée salvadorienne. C'est ce qu'a affirmé aujourd'hui en France la famille de la jeune femme qui s'est fondée sur des témoignages et sur les résultats de l'autopsie du corps.

La famille de Madeleine Lagadec, au cours de ses premières déclarations à la presse depuis la mort de leur fille de 28 ans, tuée au combat suivant la version officielle salvadorienne, a révélé que son cadavre présentait six impacts de balles.

L'une de ces balles, selon le rapport d'autopsie, a traversé la tête, de la tempe droite à la tempe gauche, suivant une trajectoire presque horizontale. D'après la famille, à l'exception d'une chemisette, les vêtements que portait le corps ne présentaient aucune trace d'impact de balles. Le laboratoire qui a procédé à l'autopsie en a conclu que "la victime ne portait pas ces vêtements lors des coups de feu".

Un médecin argentin, Gustavo Ignacio Isla Casares, a été également tué aux côtés de Madeleine Lagadec. Selon les témoignages reçus par la famille de cette dernière, il a été lui aussi sommairement exécuté par l'armée salvadorienne.

La famille a indiqué par ailleurs que Marc Ingelbrecht, le médecin belge qui dirigeait l'hôpital guerillero de San Ildefonso où travaillait la jeune infirmière, avait affirmé que cette dernière ainsi que le médecin argentin et trois Salvadoriens avaient été faits prisonniers après un bombardement, puis qu'ils avaient été torturés et "assassinés". M. Ingelbrecht avait précisé que l'infirmière française ainsi qu'une jeune Salvadorienne de 16 ans avaient été violées.

L'autopsie pratiquée en France plus de deux semaines après la mort n'a toutefois pas révélé d'indices dans ce sens.

La famille Lagadec a demandé une intervention officielle des autorités françaises et la condamnation de cette exécution.

Selon l'armée salvadorienne, la jeune infirmière serait morte au cours d'un combat entre des troupes régulières et des guerilleros du Front Farabundo Marti de Libération Nationale. Le 19 avril dernier, ce dernier avait accusé l'armée d'assassinat.

L'armée avait réfuté cette version et avait accusé les cinq morts d'être des "mercenaires" liés au Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Amérique Centrale, l'une des cinq organisations membres du FMLN.

Madeleine Lagadec se trouvait au Salvador depuis trois ans après avoir travaillé une année au Nicaragua.

PROPOSITION POLITIQUE DU FMLN DU 29 MAI 1989

L'accession au pouvoir, le 1er juin, du gouvernement de l'ARENA signifie pour toutes les forces politiques et sociales du pays et pour la communauté internationale l'aggravation et la prolongation de la guerre au Salvador.

Les mesures visant à augmenter la répression, la légalisation des escadrons de la mort derrière la façade des groupes de défense civile, l'immunité complète dont jouissent les membres des escadrons impliqués dans des affaires de meurtre tel celui de Mgr Romero, l'accentuation du conflit social avec les dérogations directes ou indirectes apportées aux timides réformes économiques et les licenciements massifs de fonctionnaires, tout cela crée un climat totalement défavorable au dialogue entre les parties.

Devant la gravité de cette situation, le FMLN renouvelle ses efforts et propose des modalités pratiques pouvant permettre le dialogue et l'entente en vue d'aboutir à la solution négociée et à une paix durable au Salvador.

1 - Reprise du dialogue avec les partis politiques

Le FMLN considère que les partis politiques qui ne sont pas membres du gouvernement de l'ARENA pourraient assumer le rôle d'incitateurs et de gestionnaires du dialogue jusqu'à ce que l'on parvienne à une négociation directe entre le gouvernement et le FMLN.

Lors de la rencontre de Oaxtepec, les partis politiques ont convenu de la nécessité de poursuivre les réunions après le 19 mai. Le FMLN estime opportun maintenant de répondre à cette disposition et d'engager des discussions aux lieux et dates convenus d'un commun accord.

Dans le cadre de ces réunions entre les partis d'opposition et le FMLN, nous proposons la série d'engagements suivante - engagements que le FMLN et le nouveau gouvernement doivent, à notre avis, assumer comme mesures propres à créer les conditions nécessaires au dialogue et à la négociation directe entre les parties.

2 - Engagements politiques

2.1 - Du FMLN

- a) Abstention de toute forme d'attentat contre des dirigeants politiques du gouvernement de Cristiani.
- b) Suspension des grèves nationales du transport, et, par conséquent, suspension des sabotages contre les transports publics.
- c) Respect de la vie, de la liberté, de l'intégrité physique et de la résidence des membres des familles des dirigeants politiques et militaires du gouvernement et des forces armées.
- d) Maintien de la suspension de l'utilisation en ville des plateformes armées de pièces d'artillerie, connues sous le nom de "voitures-bombe".
- e) Respect du personnel et des infrastructures des Etats-Unis au Salvador.
- f) Suspension du sabotage des pylones électriques et des centres commerciaux urbains.

2.2 - Du gouvernement de l'ARENA

- a) Jugement de l'ex-major D'Aubuisson et de tous les individus impliqués dans l'assassinat de Mgr Romero. Par conséquent, exclusion de D'Aubuisson de toute forme de participation dans quelque organe de l'état que ce soit.
- b) Démantèlement effectif des escadrons de la mort et abandon de la création légale ou déguisée de la "défense civile patriotique".

- c) Libération immédiate des dirigeants syndicaux, des militants du mouvement populaire et des prisonniers politiques actuellement détenus ; arrêt des assassinats, des arrestations, des disparitions, des encerclements militaires et de la fouille des universités, des locaux des organisations populaires, des églises et des organismes d'action sociale, et de toute forme de répression contre les partis d'opposition.
- d) Maintien de la réforme agraire, y compris du décret 207 ; nationalisation de la banque et du commerce extérieur conformément à ce qui a été décrété par la junte de gouvernement en 1980.
- e) Liberté d'information sans aucune restriction pour toute la presse, nationale et internationale, et arrêt des menaces et des mesures d'intimidation à leur encontre.
- f) Maintien de l'engagement pris par le gouvernement antérieur d'évacuer les blessés et les invalides de guerre du FMLN et de respecter la vie des parents de dirigeants du mouvement populaire, des partis d'opposition et du FMLN.

3 - Négociation directe entre les parties

Dès que la mise en oeuvre par les partis des accords proposés aura créé un climat propice, le FMLN serait disposé à engager immédiatement le dialogue et les négociations directes avec le gouvernement de l'ARENA qui doivent conduire à la démocratie véritable, aux transformations sociales et à la paix ferme et durable dans notre pays. Le 6 avril, le FMLN a fait une proposition de programme que nous mettrions sur la table des négociations.

4 - Solution salvadorienne

Le FMLN réaffirme que la solution au conflit salvadorien doit s'adapter parfaitement à ses caractéristiques propres. Prétendre appliquer de façon symétrique les mécanismes adoptés dans le cas de la contra nicaraguayenne empêcherait de parvenir à la paix dans notre pays.

5 - Cessez-le-feu

Le FMLN maintient sa position de convenir d'un cessez-le-feu dans le cadre d'une négociation globale du conflit salvadorien. Toutefois, compte tenu de la dynamique du processus de négociation au niveau régional, nous signalons que nous serions disposés à convenir d'un cessez-le-feu au moment où serait décidé et où prendrait effet, sous le contrôle international qui s'impose, l'arrêt multilatéral et simultané des livraisons de matériel militaire de toutes origines, à tous les gouvernements et parties concernés par le conflit centre-américain.

El Salvador, 29 mai 1989

Pour le Commandement Général du FMLN

Commandant Francisco Jovel

Commandant Schafik Jorge Handal

COMMUNIQUE DU FMLN AU PEUPLE SALVADORIEN DU 2 JUIN 1989

Concernant le discours prononcé le 1er juin dernier par Alfredo Cristiani, le FMLN communique ce qui suit :

1. Le discours de Cristiani présente un aspect de pure forme destiné aux Etats-Unis et un aspect de fond pour ses propres compatriotes, celui de la confrontation avec le peuple.

Pour ce qui relève de la forme, Cristiani a mesuré ses paroles afin de donner au Congrès des Etats-Unis et à la communauté européenne une image qu'ils puissent accepter. Mais, pour ce qui est du fond, ce discours demeure, par son contenu et l'idée prédominante de confrontation, strictement fidèle aux intérêts politiques et économiques du parti ARENA. Il exprime une politique économique extrêmement exclusive et un programme de répression et de durcissement de la guerre s'appuyant sur des mesures fascistes qualifiées de "guerre légale" par leurs auteurs.

2. Les actes et la composition du cabinet démontrent le caractère répressif, belliciste et fasciste de la politique de l'ARENA.

La répression s'est considérablement accrue ces dernières semaines : locaux syndicaux et universités encerclés par l'armée, dirigeants populaires arrêtés, découverte de cadavres torturés portant le sceau des escadrons de la mort, opposition de l'ARENA à l'évacuation des blessés de guerre.

Au sein du cabinet, les hommes du Major Roberto D'Aubuisson et la structure fasciste de l'ARENA détiennent l'hégémonie. Le cabinet compte aussi des fondateurs et des dirigeants des escadrons de la mort bien connus tel le Colonel Ramon Gonzalez Suvillaga ou le Colonel Sigidfrido Ochoa Perez. Ces derniers auront en outre sous leurs ordres des structures institutionnelles paramilitaires, ce qui donnera une totale légalité aux escadrons de la mort. Sous la direction de deux membres notoires des escadrons de la mort, Francisco Merino et le Colonel Carlos Humberto Figueroa, le ministère de l'Intérieur assumera clairement un rôle fasciste et répressif. On est en train d'armer et d'organiser à cet effet toute la jeunesse dorée aréniste.

3. La proposition de dialogue ne présente rien de substantiel. C'est une demande de reddition.

Cristiani, en parlant d'un dialogue, d'ailleurs sans mentionner la nécessité d'une solution politique négociée, a essentiellement accompli une formalité. Il propose à nouveau, au fond, l'absurde solution d'une reddition ainsi qu'il l'a clairement indiqué le lendemain en parlant de démobilisation du FMLN. Il méconnaît tous les progrès obtenus sur le terrain. Il recommence au niveau de la procédure. Dans le but de bloquer un accord réaliste, il met en avant comme condition préalable la soi-disant inviolabilité de la Constitution. Il tente de dialoguer pour dialoguer et de gagner du temps, ou une image de marque, sans négocier ni apporter de solution politique au conflit.

4. Sur la base des éléments ci-dessus, nous appelons les partis politiques à être les apôtres du dialogue en contribuant à créer des conditions qui lui soient

propices.

Le discours et les actes de Monsieur Cristiani constituent un refus réel de la négociation et du dialogue. Des engagements sont nécessaires pour créer un climat propice et pour contribuer à stopper l'expresse détermination belliciste du gouvernement de l'ARENA.

Alfredo Cristiani prétend utiliser la loi d'une part pour accroître la répression et durcir la guerre et d'autre part pour empêcher qu'une solution politique ne soit apportée au conflit.

Le FMLN réitère qu'il est favorable à une solution politique négociée ainsi qu'il l'a clairement exposé dans sa proposition politique du 29 mai dernier de même que dans celles de janvier et avril de cette année.

Cdt Schafik Jorge Handal
Cdt Francisco Jovel
Cdt Salvador Sanchez Ceren
Cdt Eduardo Sancho
Cdt Joaquin Villalobos

El Salvador, le 2 juin 1989

COMMUNIQUE DU FMLN DU 15 JUIN 1989

Le Commandement Général du FMLN fait savoir au peuple salvadorien au sujet de la mort du Docteur José Antonio Rodriguez Porth :

1. Que le FMLN confirme, après enquête, qu'il n'a aucune responsabilité dans l'attentat qui a coûté la vie au Dr Rodriguez Porth. Qu'il a différé cette confirmation pour s'assurer qu'il n'y avait pas de causes circonstancielles ou d'une autre nature qui l'impliquaient dans ces faits.
2. Qu'à la suite de la mort de Rodriguez Porth, des actions revancharde assez différenciées ont été lancées par l'ensemble des secteurs : le Colonel Ochoa Perez proposant de combattre le feu par le feu ; Francisco Merino proférant des menaces de mort contre des dirigeants de l'opposition ; Ricardo Alvarenga Valdivieso présentant de nouvelles lois répressives, par exemple. Nous avertissons que si des mesures de représailles sont prises contre le mouvement d'opposition, nous agirons contre toute escalade de la répression de manière ferme et décidée.
3. Que la commotion que l'on feint dans les rangs de l'ARENA nous écoeure car nous savons tous qu'elle porte la responsabilité des meurtres de Monseigneur Romero, des membres du Comité Exécutif du FDR et de bien d'autres encore. Nous ne croyons pas en leur prétendue innocence, encore moins au moment où la répression va en augmentant.
4. Que notre attention se porte sur le fait que l'attentat contre Rodriguez Porth se produit dans un contexte marqué par une violente lutte pour le contrôle du parti entre le secteur patronal et le courant d'Aubuissoniste, et pour le contrôle du ministère de la défense où les espoirs du Général Bustillo ont été contrecarrés par l'intervention de Rodriguez Porth.

Il existe des antécédents quant à la ligne d'ARENA en cas de telles oppositions internes. On se souvient de l'attentat que Roberto D'Aubuisson avait monté contre l'ambassadeur américain de l'époque, Thomas Pickering, et des enlèvements de chefs d'entreprise auxquels ont participé des hommes importants liés à D'Aubuisson.

Le silence du Major D'Aubuisson à propos de l'attentat contre Rodriguez Porth nous paraît curieux.

Le FMLN comprend la préoccupation de divers secteurs nationaux et de la communauté internationale qui craignent que cet évènement ne soit utilisé par l'ARENA pour justifier des actions revanchardes irrationnelles. S'il devait se produire une montée de la violence et le durcissement de la guerre, ce ne serait pas de notre fait mais la responsabilité du gouvernement de l'ARENA. C'est pourquoi nous avons montré aux partis politiques la nécessité de créer les conditions d'un climat favorable au dialogue et à la solution politique négociée. Nous réitérons notre entière disposition à contribuer à ces efforts.

Le FMLN affirme à nouveau devant tout le peuple salvadorien qu'il continuera à servir la vérité et que nous assumerons l'entière responsabilité de nos actes en toutes circonstances.

COMMANDEMENT GENERAL DU FMLN
El Salvador, le 15 juin 1989

REUNION DES MINISTRES DU BUREAU DE COORDINATION DU MOUVEMENT DES PAYS NON-ALIGNES

Harare, Zimbabwe. 17-19 mai 1989

Les ministres ont exprimé à nouveau leur profonde inquiétude devant la dégradation persistante de la situation régnant au Salvador et devant l'intervention croissante d'une puissance étrangère qui a encore intensifié et prolongé le conflit armé à travers le pays et aggravé les problèmes économiques, politiques et sociaux. Aussi ont-ils demandé à tous les états, conformément aux résolutions de l'assemblée générale de s'abstenir d'intervenir dans la situation intérieure du Salvador et de suspendre toutes les livraisons d'armes et toute autre forme d'assistance militaire. Ils ont en outre prié le gouvernement des Etats-Unis d'adopter une nouvelle attitude en faveur d'une solution politique au problème du Salvador.

Les ministres ont constaté que les forces révolutionnaires du Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale ont présenté le 6 avril une nouvelle proposition reposant sur les principes fondamentaux du non-alignement qui prône un règlement politique global du conflit salvadorien en vertu d'un accord national favorisant la démocratisation du pays, la poursuite des réformes économiques et sociales déjà entamées et la cessation définitive de la guerre. Ils ont appelé le futur gouvernement du Salvador, le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale et le Front Démocratique Révolutionnaire à conclure un accord national créant les conditions et les mécanismes nécessaires pour que toutes les forces politiques du pays, y compris le FMLN, participent à la vie politique avec des chances égales. Ils ont également insisté sur la nécessité de continuer à appliquer les accords passés à Panama sur l'évacuation régulière des blessés et des invalides du FMLN.

Les ministres ont regretté l'absence, au Salvador, de progrès en matière de respect des droits de l'homme et de recherche d'un règlement politique qu'on avait lieu d'espérer après la signature des Accords d'Esquipulas II. Ils ont constaté au contraire que les violations des droits de l'homme avaient augmenté d'une façon alarmante par suite d'une répression accrue contre les organisations ouvrières et professionnelles, de la poursuite des arrestations pour motif politique et de l'intensification des activités des escadrons de la mort, lesquels sont liés à certains secteurs de l'appareil gouvernemental. Ils se sont déclarés préoccupés du préjudice causé à la population civile dans tout le pays par le conflit armé, notamment les bombardements, autres attaques et manoeuvres d'encerclements que les forces armées pratiquent à l'encontre de la population civile dans les zones contrôlées par les forces insurgées.

AU-DESSUS DU VOLCAN

Face à la terreur, la veille des élections au Salvador. Et la guerre continue à faire rage.

(extraits d'un article de Legs McNeil, paru dans la revue américaine SPIN - Avril 1989)

(...)

A peine quelques semaines plus tôt, la plupart étaient des adolescents "campesinos", fils de paysans sans beaucoup d'avenir. Et puis les camions de l'armée étaient arrivés et les militaires les avaient ramassés, et les voilà maintenant dans l'armée. Avec encore moins d'avenir. Bien que Rambo soit une vedette au Salvador, et que Jim, Beverly et moi représentions Gringoland et tout ça, ces gosses n'étaient pas vraiment branchés. Comme Américains, nous étions leurs bienfaiteurs, leurs anges gardiens et ils nous adressaient des sourires qui cherchaient à se faire rassurer.

Ils savaient qu'ils jouaient aux soldats, ils n'étaient pas vraiment ravis de se retrouver dans une guerre qui durait déjà depuis une dizaine d'années avec leurs voisins paysans - les guerilleros de gauche qui foutaient constamment des râclées aux 56 000 militaires de l'armée salvadorienne, soutenue par les USA, et équipée d'hélicoptères, d'artillerie et de douze tanks. Une armée aux ordres d'un gouvernement qui laissait les escadrons de la mort assassiner à volonté. Une armée qui avait participé au massacre de 70 000 personnes dans un pays de 5,5 millions d'habitants. Une armée dans laquelle ces nouvelles recrues étaient au bas de l'échelle.

Alors quand ils souriaient, ils cherchaient en effet quelqu'un d'extérieur à cette folie, pour lui faire savoir qu'ils étaient toujours innocents, qu'ils n'étaient pas devenus des tueurs. Pas encore. Pas devenus des soldats blasés. Pas devenus le sergent à la mitrailleuse. Je souriais en retour, mais j'avais plutôt envie de vomir, et de regarder au-dessus de la base militaire d'entraînement CEMFA, ici, dans le département de La Union, le plus au sud du Salvador, et au-dessus des 80 recrues un peu plus loin, qui apprenaient à tirer au mortier et poussaient des cris chaque fois que l'obus touchait la cible et explosait en une fumée verte, fluorescente. Au-dessus des lignés téléphoniques, là où la brousse se transformait en arbres verts

et rejoignait la mer bleue du Golfe de Fonseca. Au-dessus de la baie, jusqu'à l'autre rive où les volcans ensommeillés du Honduras poussaient sur la grève. Et au-dessus des volcans verts vif du premier plan jusqu'aux volcans violets dans le lointain. Au-dessus de tout ça jusqu'à ces volcans violets là-bas, au Nicaragua, à 90 kilomètres à peine. Le Nicaragua, la "Nemesis" du Salvador. Leur Empire du Mal. Leur Grand Satan. Le pays des Barbares Bolchéviques, des Sans-Dieu. Et je ne pouvais m'empêcher de penser que ces pauvres types, à plat ventre dans la boue sèche du Salvador, à mes pieds, auraient donné la peau de leurs fesses pour y être, au Nicaragua, s'ils avaient su la vérité. S'ils avaient su que, tandis qu'au Nicaragua, tapi de l'autre côté de la baie, où cette bande de soi-disant Marxistes sans inspiration jouaient leur propre jeu de révolution et de répression, personne là-bas n'avait peur d'être tiré du lit au milieu de la nuit par les escadrons de la mort pour être violé, torturé, mutilé et assassiné. Et en Amérique Centrale, on ne peut pas trouver mieux (...)

Le colonel avait l'air d'un amant psychopathe. Il était exactement comme le méchant gardien de prison dans "Midnight Express". Petit, grassouillet mais dur, il avait une masse de cheveux épais et noirs et des yeux perçants et charmeurs. Un de ces types qui serait capable d'avoir une pensée émue pour sa mère pendant qu'il étripe des écoliers. En fait, il y avait une photo de sa mère dans son bureau. Une grande photo en noir et blanc qui ressemblait à la version salvadorienne de "Whistler's Mother". Quelque chose d'un autre siècle et pas à sa place là, parmi les décorations voyantes, les diplômes et les citations de sa carrière militaire, l'énorme plaque de l'Agence des renseignements pour la défense, les lettres de recommandation, le diplôme d'une université américaine pour un stage de quinze jours en relations publiques que le colonel avait, de toute évidence, réussi brillamment. Quand le thé est arrivé, j'ai su que ses moniteurs auraient été fiers de lui (...).

Eh ben, les choses ont bien changé depuis que Ronald Reagan blaguait, au micro en direct, qu'il venait de mettre la Russie hors la loi et que les bombes allaient s'envoler cinq minutes après. Vous vous souvenez quand les Contras étaient toujours des "Combattants de la liberté" ? Quand la menace Sandiniste était à quelques kilomètres, prête à attaquer Dallas ?

Maintenant les Russes sont nos meilleurs amis. Les Contras sont des mercenaires au chômage qui veulent multiplier leurs contacts dans le rackett de la drogue. Les Sandinistes sont sur le point de se déclarer en faillite. Et le Président du Costa Rica, Oscar Arias Sanchez, a eu le Prix Nobel de la Paix pour avoir rassemblé toutes les factions en guerre d'Amérique Centrale et leur avoir fait jurer, craché, de ne plus faire les cons. Tous les papiers étaient signés, tout le travail de relations publiques fait. Il n'y avait qu'un problème : après une dizaine d'années d'une mort hurlante et fumante, le Salvador était sur le point d'exploser.

Non que l'horreur, et la tuerie, et la torture au Salvador soient récentes (...). "Celà a été le style de gouvernement de l'Amérique Latine presque constamment, depuis l'empire des Indes jusqu'aux colonies espagnoles et aux nations républicaines", écrivait Carlos Fuentes, ex-ambassadeur du Mexique, écrivain et philosophe politique, au sujet des racines du Salvador.

C'est en 1932, pourtant, que le standard de l'horreur au Salvador fut fixé. Les paysans en avaient enfin assez de ramasser leurs machettes et leurs faux pour hâcher leurs maîtres. En représailles, la classe dominante avait envoyé l'armée pour massacrer 30 000 de leurs compatriotes.

La révolte de 1932 a été appelée la Première Révolution Communiste de l'Amérique Latine, mais ce n'est que lorsque le Front de Libération Nationale Sandiniste marxiste eut éjecté la dictature brutale d'Anastasio Somoza Debayle, dans le Nicaragua voisin, le 19 juillet 1979, que les Etats-Unis commencent à se soucier vraiment du Salvador. Les USA étaient terrifiés à l'idée que d'autres Cuba puissent relever la tête dans l'hémisphère ouest.

Sous Jimmy Carter, les Etats-Unis ont soutenu un coup d'état sans effusion de sang, remplaçant la dictature brutale du Général Carlos Romero par la junte à la tête de laquelle José Napoleon Duarte est devenu Président administrateur jusqu'aux élections. Le Salvador avait enfin un civil comme chef, pour la première fois depuis 50 ans.

Le temps que la présidence de Carter arrive à sa fin, le Salvador était dans un bain de sang. Les escadrons de la mort - des membres de l'armée et de la sécurité en dehors de leurs heures de service - se sont décidés à annihiler tout suspect de subversion. Ce qui voulait dire tous ceux qui n'étaient pas satisfaits de la vie au Salvador. Des cadavres de victimes des escadrons commençaient à apparaître partout dans San Salvador. Des cadavres mutilés étaient laissés sur place pour intimider : des parties génitales coupées et fourrées dans la bouche des victimes, des bras et des jambes tranchés et déposés, avec d'autres corps amputés, à l'autre bout de la ville ; les survivants d'une famille partaient donc dans une recherche macabre. Mais le pire était une pratique qui fait froid dans le dos : décapiter les femmes enceintes, mettre la tête dans l'utérus ouvert, et recoudre le corps.

Alors que le monde regardait la boucherie qui se passait au Salvador, ce n'est que lorsque l'Archevêque Oscar Arnulfo Romero fut assassiné en célébrant la messe, le 24 mars 1980, que sont venues indignation et condamnation. Mgr Romero était un homme du peuple, respecté, qui poussait Jimmy Carter à mettre fin à toute aide au Salvador, jusqu'à ce que la folie s'arrête. Ils l'ont fait sauter lorsqu'il tenait le ciboire, lorsqu'il consacrait le vin. Le meurtre public de Mgr Romero a annoncé que plus rien n'arrêterait les escadrons de la mort. Et les Etats-Unis regardaient en se faisant du fric sur cette folie. En novembre 1980, les divers groupes de la guérilla se sont rejoints sous le drapeau du Front Farabundo Marti, mieux connu comme FMLN. Le 3 décembre, trois religieuses et une laïque (nord-américaines : NDLR) étaient violées et assassinées sur cette route qui mène à l'aéroport. Finalement, les escadrons de la mort étaient allés trop loin, et le lendemain, quand les corps furent retrouvés, Carter suspendit enfin toute aide au Salvador.

Le 11 janvier 1981, avec l'intuition que l'heure de la révolution était venue, les guerillas marxistes du FMLN annoncèrent une offensive générale, que les médias ont appelée "offensive finale". Tout à coup, aux yeux des USA, le viol et le meurtre des religieuses devenaient moins graves. Terrifiés à l'idée que le Salvador passe aux mains de communistes, les USA ont réinstallé l'aide militaire et économique le 14 janvier et, pour la première fois, ont envoyé des conseillers militaires nord-américains pour aider l'armée dans la guerre anti-guérilla. Et puis est venu Ronald Reagan qui, avec sa rhétorique brillante contre les Russes et leur Empire du Mal, a lâché les Contras sur les Sandinistes, tout en promouvant "la démocratie et les élections libres" au Salvador. Si seulement les Salvadoriens pouvaient se décider eux-mêmes, raisonnait-on alors, ils choisiraient le bon côté. En mars 1982, des élections ont eu lieu pour élire une assemblée constitutionnelle. L'année d'après, avec l'aide de dix millions de dollars de la CIA pour la campagne du Démocrate-Chrétien modéré, José Napoleon Duarte, d'une loi salvadorienne interdisant l'abstention, d'urnes en plastique transparent, de la supervision de toute la procédure par les militaires, enfin le bon avait été choisi : Duarte.

(...) Le téléphone de l'hôtel, un machin vert, bon marché, à côté du lit, a sonné. C'était Félix Green, un journaliste américain.

"As-tu entendu ce qui s'est passé ?"

"Non, quoi ?"

"Les escadrons de la mort ont assassiné un membre du parti démocrate-chrétien la nuit dernière".

"Où ?"

"Juste en dehors de la ville, dans la banlieue ouvrière de Soyapango, près de la base d'Ilopango de l'armée de l'air. Apparemment, el type faisait du porte à porte et ils l'ont eu. Il y a une conférence de presse aux bureaux centraux de l'ARENA à 12h30. Je viendrai te chercher à l'hôtel à midi".

Quelques minutes plus tard, les premiers rayons du soleil ont touché le volcan San Salvador juste devant la fenêtre de l'hôtel. Le volcan apparaissait dans la brume et était devenu un abcès géant, vert de rage. On n'en avait plus pour longtemps.

Si la victime, Francisco Eduardo Bonilla Campos, n'avait pas été un membre du parti démocrate-chrétien, qui faisait campagne dans la banlieue ouvrière de Soyapango, lorsqu'il s'est fait buter, l'événement aurait déjà été de l'histoire ancienne. L'ARENA, l'Alliance Républicaine Nationaliste, ne tient pas de conférence de presse à chaque coup de ses escadrons de la mort, sinon elle serait obligée d'en tenir 24 heures sur 24 pour expliquer la part qui leur revient des 70 000 morts. Les escadrons de la mort sont normalement anonymes, et l'ARENA pas nécessairement impliquée. Mais l'ARENA a été fondée par Roberto d'Aubuisson, et lui, il a plus que suffisamment de sang sur les mains. Les machinations complexes des escadrons de la mort ramènent toujours à d'Aubuisson. Le fait que le maire de Soyapango et le chef de la police, tous deux des responsables de l'ARENA, avec six de leurs acolytes, aient entouré Bonilla et lui aient tiré dessus à bout portant, lorsqu'ils se réchauffaient les muscles, n'aide pas. Même si nous étions au Salvador, c'était quand même une année d'élections. Et si les Salvadoriens veulent continuer à recevoir des bons vieux Etats-Unis leur aide quotidienne de presque un million de dollars, il faut jouer la comédie des élections libres.

Les gars au courant de tout ça à l'ambassade américaine appelaient d'Aubuisson "chalumeau bob" à cause de sa manie de se servir des jolies flammes bleues du Butagaz sur les parties génitales de ses victimes. Ex-ambassadeur des USA au Salvador, Robert E. White parlait de lui comme "d'un tueur sychopathe". Les membres de la presse assis dans la maison rouge, blanche et bleue, à deux étages, des bureaux centraux d'ARENA, l'appelaient par son ancien grade de major. Pour moi, il est le Hitler de l'Amérique Latine. Et maintenant, j'allais enfin avoir l'occasion de le voir, l'homme responsable de l'horreur au Salvador, de tout cet abîme sans fond de terreur, assis juste de l'autre côté de la table.

Toute la journée à San Salvador, la radio passe des chansons qui restent dans la tête et qui rappellent le son "MacDonald's", conçu par l'agence de pub de l'avenue Madison, et qui persuadent la population de "voter pour Freddie". De donner leur confiance au bras droit de d'Aubuisson, Alfonso "Freddie" Cristiani, le successeur de d'Aubuisson sur ce trône infernal. Le règne de la terreur de d'Aubuisson était trop bien connu, alors le Parti ARENA a trouvé un homme pour la façade. Et les électeurs soutiennent Freddie parce qu'ils en ont marre de la corruption et des

promesses non tenues du Président Duarte, qui a une maladie fatale, et de ses démocrates-chrétiens perdants. C'est fou, mais d'Aubuisson va finalement gagner. Avec Freddy président du Salvador, Roberto d'Aubuisson contrôlera vraiment la situation.

Il avait l'air plus petit que sur ses photos. Les mains croisées sur la poitrine, ses yeux bleu vif perçant les journalistes, l'un après l'autre jusqu'à ce que, gênés par son regard, ils baissent les yeux. Gagner une bataille de regards avec d'Aubuisson ne semble pas la chose à faire. Mais on ne pouvait pas s'empêcher de le regarder. Un vrai boucher. Et dans ce monde compliqué de Présidents qui s'endorment au volant pendant que le pays va à la dérive, de scouts responsables de notre politique étrangère, et de corporations invisibles qui coordonnent des projets fantastiques de cupidité, il est rare d'être assis face à quelqu'un qu'on pourrait identifier formellement comme étant l'ennemi. Qui est le mal pur. Et pendant que je regardais ce petit monstre maigre à l'air très humain, je voyais dans ses yeux que la peur inspirée par sa présence même le branchait. C'était pourquoi d'Aubuisson était ici à la conférence de presse, parce que des tueurs mégalomanes, psychopathes, obsédés de pouvoir, prennent rarement tout simplement leur retraite. C'était une occasion de ramener sa fraise. De montrer à ces cons comment se comporte un homme qui voit loin. De sourire, très satisfait de lui-même, et de nous fixer avec ce rictus froid qui dit "je peux vous tuer si je le désire". (...)

"La situation toute entière ici a été un mensonge dès le début. L'Amérique montre Duarte comme un défenseur de la démocratie, mais il a présidé au massacre de 30 000 personnes en tant que membre de la junte gouvernant au début des années 70. Le régime de Duarte a été l'un des plus sanglants de l'histoire récente et il aurait dû être ostracisé par un gouvernement civilisé, mais il ne l'a pas été. Ce pays est dans un pétrin ! A peu près 100 000 personnes ont été tuées ici. A peu près 1,5 million ont été transformées en réfugiés internes ou externes, pour une population de 5,5 millions d'habitants. Le niveau de vie des gens a baissé de beaucoup. Le chômage et le sous-emploi sont à peu près de 70 %, selon un professeur d'université avec qui j'ai parlé. A peu près 400 bébés meurent chaque mois de malnutrition et par manque de soins médicaux. Et la lutte continuera, et la guerre ne s'arrêtera pas".

NOUVELLES BREVES

Un mois de guerre :

- Les forces gouvernementales annoncent qu'au cours d'opérations défensives ou offensives, elles ont tué 197 guerilleros au cours du mois de mai, et en ont blessé 175.
- "Pour tous les jeunes paysans sans travail, l'armée est le seul gagne-pain possible" répond le Colonel Ponce aux journalistes qui évoquaient le recrutement forcé qui sévit au Salvador (1er juin).

- Du 10 mai (début de l'opération "Tous contre ARENA, nous vaincrons") au 31 mai, l'armée gouvernementale perd 720 hommes dans 22 embuscades, un hélicoptère, 200 équipements électriques, deux centres de télécommunications, une mairie, deux grands domaines agricoles, une usine sont détruits par la guérilla, annonce le FMLN (1er juin). Le 1er juin, jour de l'investiture du nouveau Président de la République, 90 % du Salvador est privé d'électricité par la guérilla. La veille avait commencé la grève des transports publics.

Le nouveau gouvernement Cristiani :

- Après que le Président sortant, le démocrate-chrétien Napoleon Duarte, lui eut transmis le pouvoir exécutif, Cristiani évoque devant les Présidents du Costa Rica, du Honduras et du Guatemala, présents à la cérémonie d'investiture, une offre de dialogue à la guérilla puis présente son gouvernement : 14 ministres, des militaires, des chefs d'entreprises ou des représentants des milieux Patronaux, tous dirigeants ou sympathisants de l'Alliance Républicaine Nationaliste (ARENA), le parti d'extrême-droite, mais peu ou pas connus des observateurs politiques, du moins pour leurs activités publiques à l'exception de quatre d'entre eux.
- Le Ministre de la Défense et de la Sécurité Publique, le Général Humberto Larios, 48 ans, n'est autre que la Vice-Ministre de la Défense du Président sortant. Cet ex-commandant de la brigade d'infanterie et ex-directeur de la Garde Nationale aurait été choisi par Cristiani à la place du candidat de d'Aubuisson, le Commandant de l'armée de l'air, Rafael Bustillo, un faucon.
- Le Ministre des Relations Extérieures, Manuel Pacas, hier encore conseiller de la Présidence de l'Assemblée Législative, est un revenant. Cet avocat a été Ministre de l'Economie dans le gouvernement de transition formé après le coup d'état de 1979.
- Antonio Rodriguez Porth, Ministre de la Présidence, a occupé autrefois le fauteuil de Ministre des Relations Extérieures. Plusieurs fois député, plusieurs fois Président de la Chambre de la Libre Entreprise salvadorienne, il siégeait à la Commission idéologique de l'ARENA et était le grand pourfendeur de la politique de Duarte.
- José Francisco Guerrero, ancien Procureur Général de la République et ancien député, n'est autre que le représentant juridique de l'ARENA (1er juin).

Remaniement de routine à l'Etat-Major :

Les militaires "Promus" à la suite de l'accession à la Présidence de la République de Cristiani sont :

Humberto Larios, Ministre de la Défense et de la Sécurité Publique.
 Orlando Montano, Vice-Ministre de la Défense et de la Sécurité Publique.
 Juan Carlos Carillo, Directeur Général de la Garde Nationale.
 Francisco Elena Fuentes, Première brigade d'infanterie.
 Humberto Gomez, deuxième brigade d'infanterie (Santa Ana).
 Ricardo Arnoldo Casanova, sixième brigade d'infanterie (Usulután).
 Julio Cesar Grijalva, détachement militaire (La Union).
 Ricardo Antonio Martinez, détachement militaire (Zacatecoluca).

Rene Arnaldo Majano, détachement militaire (Sensunteleque-Cabanas).
Oscar Alberto Leon, bataillon d'élite Atalcatl.
Ramon Barrera, garnison d'artillerie (San Salvador).
Jorge Antonio Medrano, caserne de Chalatenango.
etc.

Réactions américaines :

A l'appel d'associations religieuses et humanitaires, plusieurs manifestations se déroulent dans les grandes villes américaines notamment à Washington devant la Maison Blanche et le Département d'Etat, le 31 mai et le 1er juin. Les organisateurs rencontrent des députés républicains et démocrates. Ils sont inquiets des pressions qu'exerceraient le Président Bush sur le Congrès pour obtenir le vote d'une aide économique et militaire de 386 millions de dollars pour l'année fiscale 1990.

Le Département d'Etats, au nom des Etats-Unis, se félicite du "caractère pacifique et démocratique" de la passation de pouvoirs présidentiels au Salvador où, pour la première fois, un président élu et de plus un civil a transmis ses fonctions à un autre civil et ce, à l'issue "d'élections libres et justes" (sic) ! Bien entendu, les Etats-Unis "continuent à appuyer la consolidation d'une démocratie qui assure le respect des droits de l'homme, l'Etat de Droit, et un développement au profit de tous". Le 1er juin, cette déclaration est diffusée au Salvador.

Le Président Arias encourage le Président Cristiani

"à poursuivre la voie du dialogue et de la négociation ouverte par son prédécesseur, Napoleon Duarte, pour aboutir à la paix", mais se contente de répondre à ceux qui lui demandent si l'armée salvadorienne ne risque pas de s'opposer à la proposition de dialoguer avec le FMLN que vient d'émettre le Président Cristiani, qu'il faut agir avec "modération" dans les pays où il y a une armée (1er juin).

5 juin

Guillermo Ungo, Ruben Zamora et Mario Rene Roldan, les leaders des trois partis qui forment la Convergence Démocratique, ont qualifié de "positives" les propositions faites le 21 mai dernier par le FMLN et celles énoncées le 1er juin par le Président Cristiani. Ils ont appelé les deux parties à abandonner leur "guerre verbale" et "à réfléchir sérieusement à la manière de trouver la Paix". Ruben Zamora a souligné que la proposition Cristiani n'était qu'une "procédure sans contenu" alors que celle du FMLN était "intéressante" dans la mesure où elle présentait une attitude nouvelle concernant le cessez-le-feu. Guillermo Ungo a assimilé la libéralisation et la privatisation économiques souhaitées par Cristiani à une "tentative de soumettre l'économie à l'oligarchie". Tout en "réservant leur jugement définitif" sur les deux propositions de paix, les dirigeants de la Convergence Démocratique ont affirmé que la guerre ne pourrait prendre fin que par la "négociation".

5 juin

Le chef de l'Etat-Major conjoint des forces armées salvadoriennes, le Colonel Emilio Ponce, a déclaré : "Les mécanismes permettant le retour à la paix par la voie politique sont en train de s'épuiser".

5 juin

Les soldats qui encerclent depuis le 25 mai le campus universitaire de San Salvador ont tiré contre une centaine d'étudiants qui manifestaient contre l'arrestation d'un des leurs. Un étudiant en droit a été blessé.
